

# Mieux comprendre le macronisme pour mieux le combattre (p. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalière - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## États généraux du progrès social Le rendez-vous des luttes

### 3 février



Pierre LAURENT  
secrétaire national du PCF

*Le 3 février prochain, venez participer aux États généraux du progrès social, les nourrir de vos luttes contre la politique d'Emmanuel Macron, de vos propositions et de vos espoirs.*

*Un travail émancipé, l'emploi et la formation sécurisés, une protection sociale et des services publics de qualité, le droit au logement, une industrie nouvelle pour des productions sociales et écologiques, l'argent au service de l'humain et de la planète, le pouvoir aux salarié.e.s... la modernité et le renouveau politique sont de ce côté-là, pas dans la fuite en avant libérale du président et du gouvernement.*



André CHASSAIGNE  
président du groupe GDR  
à l'Assemblée nationale

*Ça suffit de servir toujours les mêmes, les plus riches et les actionnaires, et de précariser l'immense majorité !*

*Une autre société est possible. Une société d'égalité et de solidarité. L'égalité entre les femmes et les hommes. L'égalité entre tous les territoires de la République. La solidarité entre toutes et tous.*

*Dans le prolongement des grandes conquêtes sociales, soyons à l'offensive pour de nouvelles victoires. Mettons nos forces et nos idées en commun pour faire du 21<sup>e</sup> siècle, celui d'un âge d'or du progrès social.*



Éliane ASSASSI  
présidente du groupe CRCE  
au Sénat

Inscription  
et renseignements  
sur  
[progres-social.pcf.fr](http://progres-social.pcf.fr)

### SERVEZ-VOUS



Santé en danger (p. 2)

4<sup>e</sup> ÉDITION  
**LES RENCONTRES  
NIEMEYER**  
Inventons le Grand Paris  
populaire  
Vend. 26 janvier 2018  
8h30 - 20h00

(Voir page 4)

Du plan étudiant à la plateforme Parcoursup : l'instauration de la sélection !  
Le 1<sup>er</sup> février, agissons pour une université ouverte

Ce mois de janvier est celui de la mise en place dans les universités et les lycées de la plateforme « Parcoursup », et c'est alors que la réforme n'a pas encore été votée par les sénateurs tristes et n'est donc pas adoptée !

Les étudiants nationaux, déçus en attendant locaux sont réagés dans la précipitation et sans consultation réelle des enseignants concernés, ni des instances des universités. Ceux-ci vont pourtant être déterminants pour l'accès des bacheliers aux formations post-bac et pour les orientations des étudiants en cours de licence. Dans de nombreux cas, ils vont bloquer l'accès des jeunes aux filières de leur choix, leur imposer des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi dévaloriser les candidatures, en particulier des élèves les plus en difficulté. Dans de nombreux cas, la mise en place de copies d'actes, la croissance du nombre de bacheliers et la multiplication des vœux (non hiérarchisés) vont transformer la quasi totalité des filières ouvertes en filières sélectives.

La procédure d'émission des vœux et d'affectation semble aujourd'hui extrêmement complexe, voire irréalisable. La limitation à 10 vœux, l'absence de hiérarchisation des vœux, le calendrier d'affectation, sont généraux d'énormes difficultés à la fois pour les services universitaires et pour les jeunes et leurs familles. Nous craignons que de nombreux bacheliers se voient sans affectation jusqu'à la dernière phase, celle où le recteur leur fera une proposition d'affectation dans une filière dans laquelle il reste des places vacantes mais en dehors de leurs vœux. Proposition à laquelle il faudra répondre sous 24 heures !

Rapportement la mission Mathot, sur la réforme du baccalauréat et de l'enseignement au lycée, va rendre son rapport. Il n'y a pour l'instant pas d'informations concrètes en dehors des fuites dans la presse. Toutefois, celle-ci risque d'entraîner la fin du baccalauréat comme diplôme national et 1<sup>er</sup> grade universitaire, la réduction du nombre d'épreuves terminales et des horaires disciplinaires. Nous craignons que cette réforme ne renforce les inégalités territoriales et sociales et nos organisations alertent les personnels, les jeunes et les familles sur la nécessité de réagir rapidement aux premières annonces ministérielles si elles confirment bien ces craintes.

Depuis l'annonce du Plan étudiant par le ministre, notre inter-fédérale a fait part de son opposition à la réforme. Toutes les craintes exprimées depuis cette annonce se révèlent fondées. Cette réforme instaure de fait une sélection pour l'accès à l'université d'une partie des jeunes et à terme pour toutes et tous.

Pour la stopper: empêcher l'instauration de la sélection, conserver un baccalauréat garantissant

1<sup>ER</sup> FÉVRIER  
Journée d'actions pour une  
université ouverte à l'appel  
des syndicats

# États généraux du progrès social, LE PROGRAMME

Les états généraux du 3 février prochain sont ouverts à toutes et à tous : citoyens, militants, personnalités du mouvement social et politique. S'y retrouveront à n'en pas douter les animateurs-trices des luttes qui font l'actualité (voir encadré sur Hôpital/Essonne), ces mille et une luttes pour la sauvegarde de l'industrie, pour la défense de l'emploi, pour une santé digne, pour des transports de qualité.

## Le matin, de 9 h à 12 h se tiendront 4 ateliers :

**Atelier Travail et Emploi - Malakoff: École Jean Jaurès, 13 avenue Jules Ferry - M<sup>e</sup> ligne 13: Malakoff - Plateau de Vanves - Quelles alternatives au projet libéral en matière de travail et d'emploi?** Les intervenant-e-s : André Chassaing et Elsa Faucillon, députés PCF ; Frédéric Rauch, animateur de la commission économique du PCF ; Sophie Binet, syndicaliste féministe ; Bernard Friot, sociologue et économiste ; Caroline Bardot, inspectrice du travail et dirigeante du PCF ; Lola Mehl, JOC.

**Atelier Industrie - Paris: Espace Oscar Niemeyer, 6 avenue Mathurin Moreau - M<sup>e</sup> ligne 2: Colonel Fabien - Quel renouveau industriel pour la France? Quelle réponse à l'enjeu de sûreté industrielle?** Les intervenant-e-s : Fabien Gay, sénateur PCF ; Yann Le Pollotec et Aymeric Seasseau, dirigeants du PCF ; Frédéric Boccara, économiste et dirigeant du PCF ; Marie-claire Cailletaud, CGT Mines énergie ; Nicolas Bonnet-Dulaldj, président du groupe PCF-FDG Conseil de Paris ; Jean-Noël Aqua, enseignant-chercheur et conseiller de Paris.

**Atelier Logement - Saint-Denis: École Jean Vilar, 5 rue des Boucheries - M<sup>e</sup> ligne 13: Basilique Saint-Denis - Pour un service public du logement, défendre le logement social et faire baisser le coût du logement.** Les intervenant-e-s : Stéphane Peu, député PCF ; Ian Brossat, adjoint PCF à la Maire de Paris en charge du logement ; Eddie Jacquemart, président de la CNL ; Henri Zetlaoui, CGT Services publics.

**Atelier Services publics - protection sociale - Ivry: Le Robespierre, 2 rue Robespierre - M<sup>e</sup> ligne 7: Mairie d'Ivry - Les combats d'aujourd'hui pour les Services publics. Quelle protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle?** Les intervenant-e-s : Christian Favier, président du conseil départemental du Val-de-Marne ; Michel Jallamion, Convergences Services publics ; Eliane Assassi, Pascal Savoldelli et Laurence Cohen, sénateurs PCF ; Isabelle Mathurin, Fabien Cohen, Jean-Luc Gibelin, Annie David et Denis Durand, dirigeants du PCF ; Denis Lalys CGT organismes sociaux ; Maria Da Costa-Pereira et Jef Lair, CGT Services publics.

## Après-midi

Ces ateliers convergeront l'après-midi de 14 h à 17 h : **Plénière Salle des fêtes de la Mairie de Montreuil - M<sup>e</sup> ligne 9: Mairie de Montreuil - Un nouveau progrès social pour la France.** Les intervenant-e-s : Pierre Laurent, secrétaire national du PCF ; les syndicalistes Bernard Thibault, Catherine Perret, Sophie Binet ; les parlementaires André Chassaing, Eliane Assassi, Fabien Gay, Stéphane Peu, Fabien Roussel, et Noémie de Grenier (Coopaname - ESS), Anicet Le Pors, Philippe Rio (maire de Grigny), Lorraine Questiaux (CNDF), Camille Lainé (MJCF), Frédéric Boccara (économiste, dirigeant du PCF). ✨

## Nouvelles du collectif des cheminots communistes

À l'heure où la question des transports est au cœur d'enjeux essentiels - climat et environnement, santé publique, aménagement du territoire, enjeux sociaux et économiques -, le Parti communiste français fait le choix de mettre en place un collectif national des cheminots communistes. Ce collectif national est composé selon une répartition territoriale équilibrée avec un (voire deux selon la taille) référent par région afin d'irriguer le territoire de manière la plus performante possible. L'objectif est également de s'appuyer sur un réseau national de militants actifs et retraités qui seront autant de relais dans l'entreprise, les associations d'usagers, des citoyens et des élus.

Les transports, et particulièrement le ferroviaire, sont une grande question de société qui doit tenir une place centrale dans le débat politique. La création de ce collectif permettra ainsi de favoriser les conditions d'une réappropriation de la politique au sein de l'entreprise et de l'ancrer au plus près des cheminots communistes qui pourront ainsi disposer d'un outil efficace sur un même lieu de travail.

Il est urgent de réimplanter le Parti communiste français au sein des entreprises. Les communistes portent l'idée d'un grand service public ferroviaire du 21<sup>e</sup> siècle, au sein d'une entreprise unique et intégrée, permettant à chacune et chacun de se déplacer quel que soit son lieu de résidence sur le territoire, tout en assurant des conditions de travail décentes pour les cheminotes et les cheminots.

Au regard de l'actualité brûlante en matière de transport, il est important de ne pas laisser « les assises de la Mobilité » se dérouler sans que le rail soit au cœur du sujet et sans expression communiste apte à porter des alternatives au projet gouvernemental qui entend limiter cette question aux transports de voyageurs tout en excluant le ferroviaire. Pour les communistes, et c'est le sens de ce

collectif, il est urgent de réfléchir à la façon dont nous transporterons demain les personnes et les biens dans un pays où les besoins de mobilité ne cessent de croître. Aussi, il nous faut travailler au développement d'un transport multimodal, innovant, ambitieux et équilibré.

Cette première réunion du collectif national des cheminots communistes a permis de fixer plusieurs objectifs :

- Permettre une expression régulière du Parti à l'égard des cheminots au travers de notre outil Rail.com dont le premier numéro sortira fin mars.

- Travailler sur un projet politique de service public ferroviaire du 21<sup>e</sup> siècle en lien avec la question centrale de l'intermodalité.

- Écrire une contribution dans le cadre de la préparation du congrès extraordinaire de novembre 2018.

- Structurer ce collectif à l'échelle territoriale de manière pérenne.

- Rédiger des fiches argumentaires ou de décryptage pour armer les militants cheminots communistes.

Ce collectif permettra également, de par son maillage territorial, une remontée efficace des différentes informations : bataille en cours, luttes à soutenir, menace de fermeture de lignes et de gares, initiatives publiques. Ainsi, il se réunira deux fois par an et fonctionnera tout au long de l'année en ayant recours aux moyens de communications numériques. De plus, il sera disponible pour intervenir sur les territoires et participer à des initiatives ou animer des débats. Les cheminots ne sont pas simplement des salariés, ils sont aussi des citoyens. Ce collectif national a également pour but de créer des perspectives politiques en permettant d'élaborer des propositions sur la base d'une réflexion commune afin de démontrer que d'autres choix sont possibles. ✨

Thomas Portes

Coordonnées du collectif: 0670362973  
cheminot@pcf.fr

## La santé en danger

La colère et les luttes montent dans les établissements hospitaliers. Exemple avec l'Essonne : 30 000 signatures, 10 comités locaux contre la fermeture des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay.

En dix ans, 30 % de lits d'hôpitaux publics ont été supprimés en France, mais en Nord Essonne ce sera 76 %. On va passer de 1 050 à 361 en 2024, dans une zone de 780 000 habitants en densification de 5 % l'an.

**- Pourquoi les urgences débordent?** Le « numéris clausus » limitant les médecins formés, les départs en retraite des généralistes comme des spécialistes, ne sont plus compensés et le tissu d'institutions de soins s'est délité. Pénurie de centres de santé, SSR, MDR, EHPAD, Samu social, de lits halte-soinsanté ; pénurie en soins palliatifs, en maintien à domicile, en accueil et suivi des handicapés ; pénurie d'infirmières, de sages-femmes, etc.

**- Pourquoi le Groupement hospitalier (GHNE) est-il en graves difficultés financières?** Huit millions d'€ de perte en 2017 par la tarification à l'activité (T2A), par la suppression des lits, par les emprunts faute de financement public, par la concurrence privée libre de ses tarifs et de la sélection des malades alors que l'hôpital se doit d'accueillir tout le monde, en particulier aux Urgences.

**- Pourquoi la situation du GHNE va-t-elle s'aggraver?** La destruction des 689 lits et des 900 postes médicaux, soignants, administratifs et maintenance a commencé. 483 lits et le personnel qui va avec, en moins, d'où accueil compromis, baisse d'entretien quotidien, non-réparations. Le GHNE n'a pas pu accueillir des pics de fréquentation du GHSud francilien saturé. Le personnel sous pression n'en peut plus de faire plus avec moins quand le GHNE peine à trouver du personnel en particulier médical.

**- Pourquoi des centres de consultations et de soins d'urgence?** C'est un leurre pour créer la confusion car il ne s'agit que d'un lieu de tri entre un médecin présent sur place et l'hôpital.

**- Pourquoi construire un nouvel hôpital à Saclay?** La fermeture ne répond pas à une nécessité de santé publique en Essonne. Son objectif est de financer, au détriment de Longjumeau et Juvisy, un hôpital neuf pour la ville nouvelle scientifique internationale du Plateau de Saclay et l'Expo internationale de 2025. Et en secret, l'ARS Île de France négocie avec l'australien RAMSAY l'extension de la clinique privée de Massy pour palier la liquidation des trois hôpitaux.

**- Pourquoi un moratoire et des Assises départementales de la santé?** Le moratoire c'est pour arrêter cette opération qui aggrave la carte des soins en Essonne, et les Assises c'est pour lancer un débat public qui repense : 1) la place de l'hôpital dans l'état catastrophique de l'offre de santé en Essonne ; 2) la santé dans un développement sociétal pathogène pour prévenir les maladies dues à l'environnement (ex perturbateurs endocriniens), à l'alimentation (ex l'obésité déclarée fléau mondial par l'ONU), au travail (des TMS au burn out). C'est possible d'y arriver : déjà 30 670 citoyens ont signé notre pétition, dix comités locaux s'activent sur le terrain, un député, dix conseils municipaux, le conseil départemental s'inquiètent. ✨

Michèle Plottu  
Gilles Rémignard

**EHPAD, mouvement de grève le 30 janvier.**  
A Paris RDV à 14 h, devant le ministère de la Santé

# Mieux comprendre le macronisme Pour mieux le combattre

Entretien avec Olivier Dartigolles, auteur du livre *Macron, entreprise de démolition. Forces, failles et supercherries* publié aux Éditions de l'Atelier. Le porte-parole du PCF animera près de 30 réunions publiques d'ici à la fin mars pour « mieux comprendre le macronisme », mieux s'y opposer et agir.

**Communistes** Le livre *Macron, entreprise de démolition* dresse un premier bilan des décisions prises par E. Macron et sa majorité mais il propose aussi une analyse plus globale du macronisme. C'était l'objectif premier de ta démarche ?

**OLIVIER DARTIGOLLES** : Oui. Il y a eu de très nombreuses publications sur Macron, sa personnalité, son itinéraire, ou encore sa conquête du pouvoir. Je pense en particulier au livre d'André Chassaigne. Depuis avril dernier, nous sommes face à une avalanche de décisions et d'annonces. Jamais, au cours des dernières décennies, un nouvel exécutif n'avait tapé aussi vite et aussi brutalement. La droite, par le passé, a pu en avoir le projet mais sans oser une telle charge. A partir d'exemples précis, j'ai d'abord voulu montrer que nous ne sommes pas uniquement dans la poursuite et l'aggravation des politiques menées par ses deux prédécesseurs. Pur produit d'une stratégie des puissances de l'argent pour dévoyer l'aspiration au changement, Macron veut aujourd'hui accélérer un processus, qui ne date pas de la dernière présidentielle, pour un choix de société totalement dans les mains " des premiers cordées ", des puissances de l'argent à qui Macron vient de dérouler le tapis rouge à Versailles. Pour ce faire, il utilise plusieurs leviers. L'un consiste par exemple à tout dépolitiser, à faire croire à un gouvernement d'experts. Or, il n'y a pas plus idéologue que Blanquer et Buzyn pour en finir avec une école ou un hôpital pour tous. Regardez sur les enjeux européens, Macron

me paraît plus dangereux que Sarkozy et Hollande réunis. Il parle de « refondation », il évoque même la crise démocratique provoquée par le non-respect du référendum de 2005, pour mieux se positionner au centre du jeu d'une recomposition politique avec un terrible piège : l'Europe de Macron ou le repli national.

**Communistes** Tu as de très nombreuses rencontres au cours des prochaines semaines pour présenter le livre. Comment les choses sont-elles organisées ?

**O. D.** : Les initiatives publiques autour du livre peuvent aider à un meilleur discernement sur le projet global de Macron et donc aussi sur la manière de s'y opposer. Elles sont faciles à organiser, les débats sont riches. A chaque fois, nous invitons les acteurs locaux des luttes et des ripostes. Lors des premières rencontres, nous avons discuté de nombreuses questions. De l'avenir de l'hôpital public lors d'un débat à Corbeil-Essonnes, de la défense des écoles rurales dans les Hautes-Pyrénées. Le livre, dans le dernier chapitre, avance quelques pistes de réflexion pour agir face à Macron. Je dis bien « agir » car nous nous trouvons dans une situation où les choses peuvent évoluer très rapidement vers le pire. Je ne crois pas que l'élection de Macron soit le terminus de la crise politique et démocratique. La question de l'actualité et de l'avenir d'une alternative de progrès doit d'abord permettre de faire converger les luttes, de les faire grandir sur des sujets où

l'affrontement de classe va s'aiguïser. Comme nous venons d'en faire l'expérience au cours des derniers mois, personne ne peut, à lui seul, incarner toute l'opposition à Macron. Nous avons besoin de faire des additions, d'unir des forces dans la durée, de décider, dans un climat d'écoute et de respect, de la manière dont on peut engager des transformations concrètes de notre société autour de valeurs qui sont toujours présentes dans les cœurs mais pour lesquelles le rapport de force apparaît aujourd'hui trop défavorable. Pour faire renaître une espérance collective, il y a besoin de deux moteurs : se dire que c'est bien cela dont notre société a besoin, nos vies - par exemple l'égalité, la justice sociale - et que nous pouvons y arriver.

**Communistes** A la fin de l'ouvrage, tu écris : "Comment inverser le cours des événements ?" et tu parles d'une nouvelle espérance dans le débat et dans l'action.

**O. D.** : Oui, cette question est inscrite à l'ordre du jour des états généraux du progrès social qui se tiendront le 3 février. C'est une première étape importante dans un processus qui

peut trouver des ressources populaires et citoyennes considérables dans le pays. Après chaque rencontre avec le livre, je rédigerai sur mon blog une note avec tout ce qui se sera exprimé lors des échanges en donnant à voir les expériences en cours, les actions, les avancées. Comment agir ? Avec qui ? Quelles modalités d'action ? L'enjeu démocratique est l'une des grandes questions d'avenir. J'y consacre un chapitre dans le livre. Si nous voulons vraiment une opposition déterminée à Macron, crédible, avec l'objectif de construire une nouvelle majorité d'idées, puis une majorité politique pour en finir avec ce pouvoir, les processus démocratiques, la manière de faire avancer des sujets avec le plus grand nombre, à parti du réel, avec les contradictions et la complexité de la période, seront décisifs. C'est aussi la plus belle des réponses face à l'autoritarisme du nouveau pouvoir qui n'aime ni le Parlement, ni les collectivités locales, ni les syndicats, ni les associations. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

## COMMANDE des organisations

Règlement à l'ordre du PCF à : PCF, J.-L. Le Moing, 2, place du Colonel-Fabien - 75019 Paris  
Prix préférentiel pour les fédérations  
Pour des débats autour du livre : Alain Feuchot [afeuchot@pcf.fr](mailto:afeuchot@pcf.fr) (Tél. : 01 40 40 11 11)  
PROCHAINS DÉBATS :  
31 janvier Lorient, 1<sup>er</sup> février Quimper, 2 février Vannes, 3 février Montreuil (93)

## PLANÈTE

# Propos indignes de Trump sur l'Afrique : retour à l'envoyeur

Donald Trump, le président américain, est de nouveau depuis quelques semaines l'objet de fortes récriminations en Afrique, dans les Caraïbes et dans le monde. Fidèle à sa réputation d'homme de peu de nuances et d'outrages, il a qualifié les États africains, le Salvador et Haïti, de « pays de merde ». « Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de merde viennent ici ? », s'est-il exclamé alors qu'il recevait dans le Bureau ovale plusieurs sénateurs, pour évoquer un projet d'accord proposant de limiter le regroupement familial et de restreindre l'accès à la loterie pour la carte verte. Et d'ajouter que les États-Unis devraient plutôt accueillir des ressortissants de la Norvège. La colère qu'il a suscitée s'illustre sur les réseaux sociaux, et par des gestes diplomatiques. Sans prétendre à être exhaustif, on peut citer la réaction du président sénégalais, Macky Sall, qui non satisfait de clamer son indignation a fait convoquer au ministère des Affaires étrangères l'ambassadeur américain à Dakar. Dans la même veine, 48 anciens ambassadeurs de pays africains aux États-Unis ont diffusé une pétition sous forme de lettre ouverte à Trump pour exprimer leur « profonde inquiétude ». En Afrique du Sud, l'ANC s'est prononcée en qualifiant les propos de Trump « d'offensants ». À l'ONU, les ambassadeurs du groupe africain ont exigé dans un communiqué « rétractation » et « excuses ». Dans ce concert de réprobation et d'indignation, nous pourrions, conformément à une certaine idée de l'éthique de la dis-

cussion, expliquer à Donald Trump que les situations socio-économiques, environnementales et politiques que connaissent ces régions du monde découlent d'un ordre mondial inique qu'il serait avisé de changer. Prenons Haïti, 11 millions d'habitants, un revenu national brut (RNB) de 780 dollars par habitant et 58 % de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté<sup>1</sup>. Le 12 janvier 2010, ce pays a connu un tremblement de terre qui a causé plus de 300 000 morts, autant de blessés et 1 million de sans-abri. À partir d'octobre 2010, ce même pays a connu une épidémie de choléra qui a fait des milliers de morts. Il a fallu six ans pour que l'ONU admette sa responsabilité dans la survenue de cette épidémie<sup>2</sup>. Le pays est en proie depuis son indépendance à une ingérence des grandes puissances, et notamment de celle des États-Unis qui ont occupé le pays de 1914 à 1935. Ils en sont repartis en emportant les réserves d'or de la banque centrale haïtienne. Depuis le milieu des années 80, l'Afrique est sous la coupe réglée des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international). Depuis plus d'une décennie, l'Afrique connaît une croissance économique soutenue mais qui est loin de bénéficier à tous ses habitants. Le modèle libéral de « développement » génère pauvreté, inégalités et chômage. Chaque année des millions de jeunes grossissent les rangs des demandeurs d'emploi. Des régions d'Afrique sont en crise à cause de déstabilisations et de guerres, déclenchées ou entretenues depuis l'extérieur (Somalie, Libye, Côte d'Ivoire, etc.), des conflits politiques, des attaques terro-

ristes menées par des groupes obscurantistes tel que Boko Haram. L'héritage colonial et le système mondial injuste se complaisent de l'absence de démocratie, du non-respect des droits de l'homme, de la corruption et de la cupidité. Le pillage organisé par les multinationales, et particulièrement les transnationales américaines (d'Exxon Mobil à Coca-Cola) contribue à augmenter les prix des biens et des services et expose les populations à tous ces risques. Les situations socio-économiques, environnementales et politiques que connaissent les pays caribéens et africains sont difficiles. Elles peuvent être invivables, jusqu'à pousser des milliers de réfugiés sur les routes de l'exil. Elles nécessitent la mise en place de relations et d'échanges internationaux plus solidaires et plus justes. Plutôt que ce concert d'indignation qui a accompagné les propos de Trump, nous attendons des leaders africains et mondiaux des actes concrets afin que nul ne soit obligé de fuir son pays. ✪

Félix Atchadé  
Collectif Afrique PCF

1. À titre de comparaison, la Norvège a 5 millions d'habitants, un RNB par habitant de 82 440 US dollars, soit plus de cent fois celui de Haïti.  
2. La souche microbienne responsable de l'épidémie a été importée lors de l'arrivée de soldats népalais de l'ONU.



# Le « collectif Idées » au travail

# Emmanuel

Comprendre le mouvement des idées est l'une des dimensions essentielles de notre engagement communiste. Comprendre les freins et les obstacles mais surtout saisir les potentiels qui s'offrent à notre combat émancipateur est une démarche singulièrement nécessaire dans notre monde et notre époque de mutations profondes. Ce travail intellectuel est à revaloriser, reprenant ainsi le sens de la formule d'Arthur Rimbaud : « *La main à plume vaut la main à char-  
rue* ».

Le « collectif idées » travaille donc sur ces mouvements qui agitent en profondeur notre société. Il œuvre à produire du sens notamment au travers de notes qui visent à creuser des questions auxquelles nous sommes confrontés et qui sont soit nouvelles soit encore insuffisamment débattues.

Dans l'esprit de participation à instruire les débats et les prises de positions, elles ne constituent donc pas l'orientation définitive du PCF mais veulent être utiles à la direction du Parti et à ses militants en poursuivant les réflexions aux fins de construire des points de vue. Après définition des sujets à travailler, ces notes sont travaillées et signées par un auteur dont la validation du travail est réalisée par le collectif sur le critère de sérieux et d'approfondissement du propos.

Elles sont publiées auprès des directions, dans la rue *Cause commune*, des synthèses sont éditées dans les pages *Communistes de l'Humanité* et bientôt on les retrouvera sur une plateforme Internet dédiée qui pourra aussi être un lieu d'échanges et de débats.

On peut et pourra très prochainement prendre connaissance de notes intitulées : « Le commun, une approche politique prometteuse ? », « La politique est morte, vive la politique ! », « Populisme de gauche, une impasse », « Intelligence artificielle », « Big Data, Blockchain, travail et emploi », mais aussi des thèmes sur les classes sociales, les sciences et la connaissance, etc.

Dans la préparation du congrès du PCF, et la démarche de transformation et de rassemblement qui nous anime, le « collectif Idées » est chargé de travailler sur un document d'analyse sur l'état de la société française d'aujourd'hui, notamment les conditions de la lutte des classes. Ce travail va de pair avec celui sur une « proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle », tant les transformations de la société, de ses modes de productions comme de la politique elle-même conditionnent les démarches à construire pour l'avenir.

Le « collectif Idées » ne travaillera pas en vase clos mais il fait et fera appel, grâce notamment à la plateforme dédiée aux interventions et aux débats les plus larges.

Nous avons choisi de traiter des questions utiles pour comprendre l'état de la société française. Rien d'exhaustif, ce n'est pas à notre portée, mais avec des choix qui seront forcément discutés et discutables.

## Quelques exemples

Il faut évidemment y voir plus clair sur les fléaux vécus dus à la crise systémique d'un capitalisme financiarisé, mondialisé et devenu prédateur, qui ouvre les failles béantes des inégali-

tés. Pour cela, nous avons besoin de mieux envisager tout autant la réalité des mouvements de démographie comme de migrations, de villes/campagnes comme à l'échelle du monde. Il faudra aussi observer les réalités nouvelles dans le travail, la place du salariat, le monde de l'entreprise, comme des nouveaux modes d'exploitation et plus largement les classes sociales telles que ce siècle les dessine. Les immenses contradictions de la révolution numérique doivent être fouillées car celle-ci, qui peut devenir un outil d'émancipation, conduit à de nouvelles aliénations placées dans les mains des tenants de la finance. Il est tout autant vrai qu'il est nécessaire de comprendre les comportements politiques de nos concitoyens, des conséquences d'un présidentialisme devenu l'alpha et l'oméga de la vie politique, les ressorts de l'abstention, ou encore les idées sur le monde portées par la jeunesse. Nous ferons aussi l'analyse de la réalité du racisme ou encore ce qui grandit dans des pratiques sociales alternatives et novatrices. Nous voudrions aussi fournir des éléments de connaissance sur l'actualité et de la perception des idées communistes comme de la lutte de classe et il en sera de même face à la politique de Macron des réalités présentes et à venir du clivage gauche/droite.

Pour tout ce travail, il sera fait appel aux communistes qui pour certains y travaillent déjà, aux amis et proches, intellectuels, universitaires, experts de toute nature : syndicalistes, élus-e-s afin d'éclairer nos réflexions. La plateforme dédiée recevra les remarques, les avis mais j'attends aussi des travaux, des participations. Nous organiserons également des auditions, des rencontres sous des formes diverses et bien sûr la publication de documents que nous éditerons au fur et à mesure de leur élaboration.

Chacun comprend, j'en suis sûr, l'intérêt mais aussi la complexité de cet ambitieux travail qui je crois ne devra pas s'arrêter une fois le congrès terminé.

Au fond, il s'agit et il s'agira de se doter des éléments de connaissances nécessaires à la mise en œuvre du communisme que nous voulons faire vivre dans un monde et une société non pas telle qu'on croit parfois qu'elle est, mais telle qu'elle est au plus près de ses vérités.

En chassant des idées reçues, en se plaçant résolument dans le réel et en saisissant le plus possible ses potentiels humains, nous pourrions être bien mieux outillé dans l'action, les luttes et les rassemblements pour la transformation sociale et émancipatrice. ✪

Marc Brynholte  
membre du Comité exécutif national  
en charge du « collectif Idées »

Il paraît, si l'on en croit la chroniqueuse Bertille Bayart du *Figaro Économie*, que les grands patrons appellent le Président de la République « Emmanuel ». « *Certains continuent de parler d'« Emmanuel » comme pour souligner qu'ils connaissaient le chef de l'État bien avant qu'il soit élu, d'autres s'y sont mis pour souligner leur conversion.* » Ainsi le CAC 40 s'est macronisé. Et l'Élysée a l'air d'être devenu une succursale du Medef où se pavane une bande de copains (et de coquins). « *Les entrepreneurs comme moi, confesse Hervé Legros, patron du promoteur Alila, se sentent considérés.* » Où nous conduira cette Macron-maniaquerie des patrons ? « *Il est un peu tôt pour lui décerner le prix Nobel des réformes* », estime Henri Poupart-Lafarge, le patron d'Alstom. Un peu tôt sans doute mais certains déjà y pensent. « Emmanuel Nobel ! » : on voit d'ici les troupes patronales défilant demain sous cette fière banderole. ✪

Gérard Streiff

4<sup>e</sup> ÉDITION

## LES RENCONTRES NIEMEYER

### Inventons le Grand Paris populaire

Vend. 26 janvier 2018

Participant.e.s annoncé.e.s

Lise Bourdeau-Lepage • Martin Vanier  
• Pierre Laurent • Laurent Sablic •  
Patrice Bessac • Jean-Paul Lebas •  
Catherine Léger • Jean-Michel Daquin  
• Nadia Menenger • Ian Brossat • Gilles  
Poux • Catherine Tricot • Jacques  
Chauvineau • Francis Rol-Tanguy •  
Christian Garcia • Makan Rafadjou •  
Christine Leconte • Sylvie Altman •  
Henriette Zoughebi • Jean-Claude  
Kennedy • Laurent Chalard • Elsa  
Faucillon • Philippe Rio • Patrick  
Braouezec • Christian Favier • Anne  
Hidalgo • Patrick Jarry • Jean-Louis  
Borloo...

8h30 : Accueil

### Comprendre la métropole

9h00 - 11h00

### Le droit à la métropole

14h00 - 15h30

18h00 - 19h30

### Décider dans le Grand Paris populaire

## AVEC ET POUR L'HUMANITÉ VENEZ NOMBREUX !

10 h : Assemblée générale de la Société des  
lectrices et lecteurs de l'Humanité

13 h : Buffet-repas convivial

14 h 30

Jeunes et rebelles,  
l'Humanité dans les mains !  
Avec Patrick Le Hyaric  
directeur de l'Humanité, député euro-  
péen

Samedi 27 janvier 2018

Patronage laïque, 61 rue Violet, Paris XV<sup>e</sup>  
(M<sup>o</sup> : Émile-Zola ou Commerce)

Inscriptions pour le repas : Société des lectrices et lec-  
teurs de l'Humanité – Immeuble Calliope, 5, rue Pleyel,  
93528 Saint-Denis Cedex / Tél. 01.49.22.72.90 –  
courriel : lectriceslecteurs@humanite.fr /  
tél. 01.49.22.72.90

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous  
pouvez déduire 66 % de ce montant.